



Quatrième conférence du CODESRIA sur l'édition électronique titré

Thème : Le mouvement pour le libre accès et l'avenir de l'économie africaine du savoir

28-30 mars 2016, Dakar (Sénégal)

APPEL A PARTICIPATION

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) promeut la recherche en sciences sociales et la production de connaissances, la publication et la dissémination des résultats de recherche et organise des forums de discussion et d'échange d'idées afin d'influencer l'amélioration des conditions de vie des populations africaines. Par la présente, le Conseil annonce la quatrième de sa série de conférences sur l'édition électronique. Le thème de cette année porte sur le modèle d'édition en libre accès avec un accent particulier sur son possible impact sur la future économie africaine du savoir.

Le Mouvement pour le libre accès est une initiative opportune de transformation des relations mondiales et un moyen de production, de dissémination et d'utilisation de connaissances basée sur le pouvoir des technologies de l'information d'imposer un flux rapide et libre d'études scientifiques. L'utilisation des média numériques pour disséminer des informations scientifiques crée un lien direct entre les scientifiques/auteurs et le public, et facilite un libre flux d'idées et d'informations vitales pour le processus de questionnement scientifique, et par ricochet, l'aptitude des individus, sociétés et communautés à aborder, aux niveaux régional et mondial, les problèmes de développement économique, environnemental et social.

Avec ce niveau de conscience, cependant, il y eut des crises périodiques, plus précisément, la non disponibilité, pour cause de coûts élevés, de publications exonérées de taxes et celles financées par l'argent public. Les plus grandes et plus riches universités du monde fermaient leurs bibliothèques annexes et réduisaient leurs abonnements car les prix des revues grimpaient au-delà des taux d'inflation. Les éditeurs qui avaient investi le domaine de l'édition scientifique d'abord pour soulager les universitaires des tâches de conditionnement et de dissémination des résultats de recherche et dont le rôle sur cet aspect a été monumental, ont pris une orientation rentière, érigeant d'incroyables montages financiers autour des revues scientifiques, et s'appropriant des rapports de recherche reçus de chercheurs et affinant ces informations par des évaluations par les pairs déguisées, tout ceci gratis. Afin de baisser les coûts et regrouper les services, plusieurs universités ont fermé les bibliothèques spécialisées annexes. La situation est pire en Afrique. Aucune université dans le monde n'est en mesure de prendre en charge même un abonnement à une nouvelle revue imprimée – les universités sont plutôt envahies par d'anciens numéros et les abonnements sont associés à des revues qui doivent sortir des stocks des éditeurs.

Le Mouvement pour le libre accès a maintenant plus de dix ans, avec des actions significatives malgré les conflits et les oppositions clandestines. Une étape importante du mouvement est l'accès accru des personnes aux publications savantes. En plus de cela, on observe de plus en plus d'onomisation, la socialisation radicale et la démocratisation de la connaissance par le bas, par

opposition à la nationalisation étatique qui prévaut et la concentration de la production de connaissances dans le Nord développé. Les individus, les entreprises et les institutions participent actuellement à la production de connaissances favorisant ainsi l'égalité sociale dans la production et la gestion des connaissances humaines.

L'Afrique a bénéficié et contribué au mouvement. Selon le répertoire des revues en accès libre, la plus ancienne revue à migrer vers la plate-forme de libre accès fut la revue égyptienne *Psyché* (une revue d'entomologie) créée en 1874. Cependant, l'Afrique a contribué seulement à 6% des 10.152 revues cotées dans le DOAJ en 2014, et seulement 20 des 56 pays africains ont des revues répertoriées dans le DOAJ. En général cependant, il existe une conscience du libre accès dans la région, mais elle est marquée principalement par l'accès et l'utilisation d'informations scientifiques disponibles gratuitement sur le web. De nombreuses activités de publication en libre accès sont teintées d'amateurisme, fragmentées et désorganisées. Il n'y a pas de touche régionale « Afrique » à la signification, la définition et le contenu de la recherche sur le libre accès. De nombreuses institutions et organisations n'ont pas de déclarations de libre accès, et il n'y a pas de directives claires sur leurs positions sur les questions litigieuses au sein du Mouvement. En outre, la communauté africaine des sciences sociales semble se complaire du rôle important du Mouvement dans la diffusion de ses résultats de recherche. Mais surtout, les gouvernements et les institutions africaines rechignent à contribuer à la définition et au contenu du projet de libre accès mondial.

La situation du libre accès en Afrique ne peut être isolée de l'autre aspect du Mouvement : la structure mondiale de la production biopolitique : idées, informations, images, connaissances, codes, affects, relations sociales, formes de vie et dispositifs. Par exemple, la promesse que le cyberspace va reproduire le noyau et la périphérie en matière de « propriété immatérielle et reproductible » ne semble pas avoir pris en compte le « biopouvoir capitaliste ». Les contestations de base sur le pouvoir asymétrique et la représentation, et la géopolitique de production hégémonique et subalterne de connaissances et ses épistémologies, la validation et la diffusion à l'échelle mondiale persistent, même au sein du mouvement pour le libre accès. Au sein de la conscience de l'importance de la « colonialité » du savoir/pouvoir sur l'économie de la connaissance dans le monde en développement, il est de plus en plus courant de penser que le libre accès en Afrique engendre la perversion dans l'« écologie académique » mondiale de la production de connaissances. Alors que la langue, la technologie et l'amateurisme/apprentissage des compétences en édition et les activités subversives et frauduleuses pourraient ralentir les progrès des éditeurs en libre accès locaux en Afrique et ailleurs, beaucoup d'initiatives de publication en libre accès en Afrique sont considérées comme prédatrices.

La conférence du CODESRIA sur le libre accès en Afrique sera un rassemblement d'un large éventail de spécialistes et chercheurs du monde entier qui partagent une préoccupation commune des questions cruciales liées au libre accès en Afrique dans la société mondiale contemporaine. Cette conférence promet de repousser les limites de l'érudition du libre accès en Afrique et dans le monde, d'explorer des concepts de base et des idées, et aider à identifier de nouvelles configurations technologiques et conceptuelles. Elle sera une occasion rare pour les universitaires, bibliothécaires, éditeurs et décideurs politiques de se réunir et dialoguer. Chercheurs, éditeurs et divers praticiens de l'information discuteront des nouvelles orientations de la recherche, des méthodes et théories, et réfléchiront sur les questions de l'évolution vers le libre accès ouvert et leurs implications sur la diffusion de la recherche en Afrique.

Les grands thèmes de la conférence comprennent mais ne se limitent pas seulement à ce qui suit :

- Le libre accès dans le contexte africain,
- Valeur ajoutée et marketing des informations scientifiques africaines à l'ère du libre accès,
- Modèles économiques de libre accès afro-sensibles,
- L'Afrique dans les politiques mondiales émergentes du libre accès,
- Les rôles des institutions et gouvernements dans le Mouvement pour le libre accès en Afrique,
- Droits d'auteur et régimes de licences,
- Accéder aux savoirs autochtones,
- Le contrôle de qualité dans l'édition en accès libre en Afrique,
- Le libre accès et l'économie du savoir de l'Afrique,
- Les politiques d'accès libre.

La conférence comprendra des ateliers sur les usages et les abus de référentiels, des systèmes de revue en accès libre, les politiques de libre accès, les approches en matière de plaidoyer pour le libre accès et les questions sur les données ouvertes.

Appel à candidatures

Nous invitons les chercheurs du monde entier à soumettre des articles de recherche originaux, des recherches en cours ou des affiches dans le domaine du libre accès, avec un accent particulier sur l'avenir de l'économie du savoir en Afrique. Les recherches en cours/résultats préliminaires ne devraient pas dépasser dix pages, avec les références. Les soumissions seront traitées par un double processus de sélection anonyme.

Calendrier

- 15 juillet 2015 : Ouverture des candidatures
- 30 décembre 2015 : date-limite de réception des propositions de communication

Pour plus d'information, veuillez visiter : <http://www.codesria.org/spip.php?article2402&lang=fr>

Le livre de David Van Reybrouck est une des premières – sinon la première – tentatives de synthèse de l'histoire coloniale et post-coloniale d'une région au destin pour le moins tragique. Voici quelques repères dans cette histoire mal connue.

L'introduction de Congo nous plonge immédiatement dans le style particulier de l'auteur : un petit morceau d'ethnographie à Kinshasa, un entretien avec un témoin de la nuit des temps (il serait né en 1882), la reconstruction du fil de l'histoire d'un pays sans écriture, tout est mobilisé pour reconstruire le puzzle historique, au-delà de ce que la vulgate belge en a raconté. Le premier chapitre s'attache – et ce n'est pas simple – à décrire la situation de ce territoire immense et composite au seuil de la colonisation. Les sources font défaut et la variété s'oppose à une présentation homogène : « Les gens du village où Disasi venait de naître ne savaient peut-être rien des Européens sur la côte ouest, mais ils étaient encore moins au courant, si tant est que ce fût possible, des grands bouleversements qui se produisaient à un millier de kilomètres à l'est ou au nord » (p. 49). Ces bouleversements, c'est le développement du commerce des esclaves et de l'ivoire, avec Zanzibar pour plaque tournante. Les caravanes de Tippu Tip et Msiri pénétraient profondément dans la forêt équatoriale, pendant que les expéditions de Stanley permettaient de dresser la carte du continent et d'asseoir les ambitions du roi Léopold II. Ambiguïtés des personnes, grand jeu des puissances européennes, appât du gain, exploitation des gens et des ressources, tout était en place pour radicalement transformer le pays et ses peuples.

Pendant vingt ans, le Congo fut une possession du roi des Belges, qui en avait fait son rêve personnel. C'était un État indépendant, au sens où il ne releva pas de la puissance tutélaire belge avant sa transformation en colonie, le 15 novembre 1908. Ce qui n'empêcha bien sûr pas les « Blancs » de sillonner le pays pour asseoir l'autorité du souverain, avec tout ce que cela put avoir d'extraordinaire pour des populations qui, jusqu'alors, vivaient largement en autarcie. Technologie, habillement, armes, langues, évangélisation apparurent dans le sillage des explorateurs. De même que le capitalisme sauvage qui ne visait qu'à drainer les ressources naturelles – dont le caoutchouc – vers le continent européen en plein essor industriel. Deux processus se développèrent donc en parallèle : l'exploitation économique et la mission « civilisatrice ». Pour différentes raisons, toutefois, l'opération s'avéra ruineuse pour Léopold II, ce qui l'amena à revenir sur les engagements pris lors de la conférence de Berlin. Le pays fut alors mis en coupe réglée et « cela se traduisait par un régime de terreur généralisé » (p. 109) dans lequel l'indigène n'avait même plus la valeur marchande d'un esclave. Les horreurs de l'État indépendant finirent par être connues et faire scandale, au point de faire dire par un juriste bruxellois : « La

Le Congo colonial et postcolonial à travers un survol historique

Beaudoin Dupret

Congo. Une histoire de David Van Reybrouck,

(Titre original: *Congo. Eengeschiedenis*, Amsterdam, De BezigeBij).

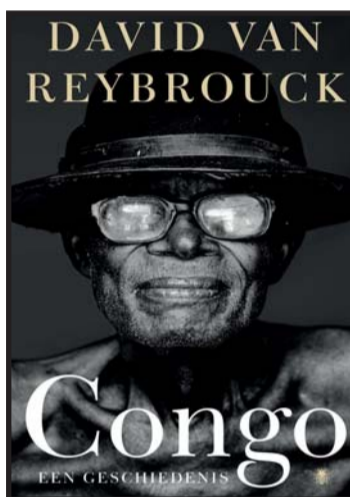
Traduit du néerlandais (Belgique) par Isabelle Rosselin, Actes Sud, Arles, 2012, 711 pages¹.

vérité est que l'État du Congo n'est point un État colonisateur, que c'est à peine un État : c'est une entreprise financière. [...] La colonie n'a été administrée ni dans l'intérêt des indigènes, ni même dans l'intérêt économique de la Belgique : procurer au Roi-Souverain un maximum de ressources, tel a été le ressort de l'activité gouvernementale » (pp. 117-118).

L'avènement du Congo belge ne fut pas ce « long fleuve tranquille » vanté dans les cénacles de Bruxelles, même s'il mit fin à « cette immonde saloperie » qu'était l'État indépendant. Son histoire s'avère complexe, souvent difficile, parfois douloureuse. Ce fut en tout cas le temps d'une conception paternaliste qui prétendait amener le pays et ses populations « à maturité ». Il reste que la métropole prit son travail de colonisateur au sérieux. Le pouvoir devint très administratif et centralisé, mais en Belgique, non sur place, avec les tensions qu'on imagine avec les coloniaux et, naturellement, sans aucune consultation des habitants. La colonisation fut aussi scientifique, avec des projets de planification, de médicalisation, de constitution d'un savoir anthropologique. Ce dernier produisit des résultats paradoxaux, entre la première documentation systématique des cultures indigènes et la cristallisation performative de la notion de race, qui fut soudain considérée « comme une notion absolue » (p. 131).

Les grands bouleversements de la première décennie du Congo belge se prolongèrent et s'accrochèrent durant l'entre-deux-guerres et menèrent inexorablement à l'indépendance, sans pour autant que personne ne l'ait vraiment anticipée. « L'activité industrielle devint de plus en plus intensive. Les gens furent de plus en plus nombreux à quitter leur village et à occuper un emploi salarié. Les premières villes virent le jour. Les tribus s'y mélangeaient... En milieu rural, le temps ne s'était pas arrêté non plus. Le système de cultures agricoles obligatoires... fut généralisé. Les postes missionnaires renforcèrent leur emprise sur l'âme de la population. Des écoles et des hôpitaux furent construits dans des endroits reculés » (p. 161). Le paternalisme

et la bonne conscience présidèrent à tout ce processus, inconscient du ressentiment croissant de la population indigène. L'impression de tranquillité qui se dégage de cette période tient à l'absence de grands soulèvements, qui tint sans doute à une certaine prospérité, mais surtout à « l'arsenal savamment pensé de stratégies que la Trinité coloniale appliquait pour contrôler, discipliner et au besoin sanctionner la population. Il n'a jamais été question d'un plan global élaboré en commun mais, dans la pratique, l'Église, l'État et le grand capital allaient souvent dans la même direction » (p. 189).



Vinrent ensuite la Seconde guerre mondiale et le calme trompeur qui s'ensuivit. Encore une fois, la participation de Congolais à l'effort de guerre contribua grandement à une prise de conscience de la relation totalement déséquilibrée et asymétrique unissant la colonie et sa « métropole ». Les richesses du Congo suscitèrent aussi d'autant plus de convoitises que le conflit était grand consommateur de matières premières. En même temps, l'approvisionnement du pays se compliqua, mettant au chômage les travailleurs de l'industrie naissante, ce qui favorisa l'éclatement de lourds conflits sociaux et leur répression impitoyable, le tout dans une atmosphère croissante de suspicion, de rumeurs, de peurs refoulées et détournées. A la fin de la guerre, les anciens combattants rentrèrent : « Plus expérimentés, ils ne se laissaient pas aussi facilement impressionner par le régime colonial du Congo belge. Le pouvoir blanc était subtilement défié. Le rapport de force s'était modifié. Beaucoup de Congolais étaient parfaitement conscients que la colonie s'était révélée plus forte que la métropole » (p. 223). La vie reprit cependant sous une forme de normalité. « Il régnait une curieuse quiétude » (p.224). Le processus d'acculturation d'une génération plus jeune de Congolais était en cours, avec tout ce que cela pouvait avoir de paradoxal, entre la duplication des mœurs du colonisateur et l'accession à ce que le monde occidental avait d'enviable et confortable. On croyait ce milieu dit des « évolués » inoffensif, loyal, arrimé à l'ascenseur social de la colonisation. C'est pourtant au sein de celui-ci que la bombe éclata. « Les

évolués souhaitaient un statut spécial leur accordant une place exceptionnelle » (p. 240) qui mit bien trop de temps à leur être accordé et de manière bien trop timide. Comme toujours, le pouvoir colonial était incapable de prendre des décisions fortes et courageuses ; il préférait les demi-mesures. En 1955, le roi Baudouin visita le Congo. Ce fut un succès éclatant, dernier épisode du trompe-l'œil qui n'allait plus durer que cinq années.

La décolonisation n'a en effet pas seulement opposé des Congolais aux Belges, mais des Congolais à des Congolais (« évolués », religieux, militaires, ouvriers, paysans, Bas-Congo, Kivu, Kasai, etc.), des Belges à des Belges (colonie, métropole, libéraux, catholiques, socialistes, Eglise, monarchie, fonctionnaires, planteurs, missionnaires, etc.), et des Congolais et Belges au reste du monde (URSS, États-Unis, Nations Unies, Ghana, Inde, Égypte, etc.). Par un effet d'engrenages surprenant, les manifestes répondirent aux tracts, les déclarations aux manifestes, pour aboutir à l'exigence d'une indépendance quasi immédiate. Pour faire face à cela, Bruxelles instaura des formes de participation politique des populations congolaises et crut voir dans leur succès l'indication de ce que sa perspective gradualiste était la bonne. Au contraire, elles avivèrent les troubles, et ce n'est pas l'entreprise de l'Exposition universelle de 1958, qui était censé montrer la civilisation en marche, qui l'enraya. Les partis politiques se multiplièrent, les figures charismatiques (mais pas toujours avisées) aussi, à l'image de Patrice Lumumba. Dès ce moment, les choses s'emballèrent, résultat d'« une escalade symétrique entre les autorités coloniales et les partis politiques qui se livraient entre eux à une surenchère symbolique » (p. 278). La Table ronde de Bruxelles, fin 1959, entérina l'inéluctable, à savoir l'indépendance, mais en bâclant complètement les modalités. Les Congolais voulaient le succès politique immédiat ; les Belges cherchaient à préserver la rente économique à long terme. Le 30 juin 1960 fut déclaré jour de l'Indépendance. Que s'était-il passé ? Personne ne peut vraiment le dire, mais ce fut l'euphorie pour les uns, le début de l'exode pour les autres. Fin mai 1960, les élections nationales eurent lieu. Le résultat consacra Lumumba et les partis régionaux, sans aucune majorité absolue. Le 23 juin, le premier gouvernement vit le jour, avec Lumumba comme Premier ministre et Kasavubu comme Président, après d'âpres tractations où tous les clivages futurs se retrouvaient déjà. Le gouvernement héritait d'un pays doté d'une infrastructure bien développée, mais d'un manque terrible de cadres.

La lutte pour le trône de la nouvelle république pouvait commencer. Ses péripéties sont nombreuses, la période fut chaotique, violente, sanglante même. Lumumba, Tshombe, Kasavubu et Mobutu en furent les principales figures. Le premier fut enlevé et assassiné ; le deuxième, maître du Katanga, zone où

se concentrent les principales richesses minières, fut le parrain de cette mise à mort, qui n'en était pas moins souhaitée ardemment par la Belgique, les Nations Unies et les États-Unis aussi. Le Katanga fit ensuite sécession et l'ONU lança ainsi une de ses premières interventions d'envergure pour y mettre fin. Tshombe fut banni, puis il revint, mais du côté du pouvoir central cette fois. Avec ses gendarmes katangais, il aida à la répression d'une rébellion à laquelle participa Che Guevara, ainsi qu'un personnage qui allait revenir à l'avant de la scène près de quarante ans plus tard, Laurent-Désiré Kabila. Le troisième personnage, Kasavubu, le premier Président du Congo indépendant, installa Tshombe au poste de premier ministre, après la victoire de celui-ci aux élections de 1965, avant de le destituer, par crainte de la popularité immense de ce dernier. Et pendant ce temps Mobutu œuvrait, en coulisse à partir de son poste de chef des forces armées, pour prendre le pouvoir. Ce qu'il réussit, sans coup férir, le 24 novembre 1965.

« Les dix premières années des trente ans de règne de Mobutu furent une période d'espoir, d'attentes et de renouveau » (p. 361). Appuyé sur un cours élevé du cuivre et d'autres matières premières, Mobutu put engager le pays sur la voie de l'affranchissement, culturel avant tout. C'est ainsi que les noms, la toponymie, la monnaie furent rebaptisés. La télévision nationale fut créée et devint un instrument essentiel de développement. En matière politique, toutefois, le prix fut élevé : répression de l'opposition, régime de parti unique, éliminations sommaires, propagande généralisée. On pouvait se faire tuer pour le port d'une cravate, assimilée à une tenue coloniale. Le régime prônait une politique de « retour à l'authenticité », ce qui avait pour objectif d'asseoir la domination sur la population et aussi de briser l'Église. Les germes de la dérive des deux décennies suivantes s'instillaient dans le corps politique et social. Ce fut aussi le temps de la folie des grandeurs, celui des redistributions massives, au risque de faire périr toute l'économie. Du jour au lendemain, tous ceux qui faisaient vivre celle-ci furent privés de leur entreprise ou exploitation, au profit d'un propriétaire parachuté et sans compétences. Après les redistributions, ce fut le moment de la nationalisation, avec des conséquences pires encore. La « zaïrianisation » fit augmenter le chômage, multiplia l'inflation. Et le cours des valeurs premières s'effondra, ce qui fit disparaître la manne céleste et paracheva la catastrophe. Plutôt que de suivre le slogan de « toujours servir » le pays, le principe commun fut de « toujours se servir », dans la caisse.

Les deux décennies suivantes furent celles de la désillusion, puis de l'agonie. Toujours plus enfermé dans l'isolement de son pouvoir népotique, Mobutu perdit tout sens de la réalité, ne fit qu'aggraver les tares du système, sombra corps et âme dans la folie du satrape qu'il était devenu. « Le Zaïre tomba

malade. L'origine la plus profonde de la maladie était le manque de moyens financiers (dû à la crise du cuivre, à la crise du pétrole, à l'échec de la zaïrianisation et à la politique grotesque de dépenses), et ses pires symptômes étaient l'effondrement de l'État et la généralisation de la corruption » (p. 399). Ce fut l'armée qui fut la première à être touchée, alors que les menaces étaient nombreuses aux frontières, comme celle des anciens gendarmes katangais qui s'emparèrent de Kolwezi, en 1978. Mobutu ne dut son salut qu'à des interventions étrangères et, ce faisant, il accrut sa dépendance, entre autre financière. Le pays entra dans une spirale inflationniste qu'aucun plan du FMI ne parvint jamais à enrayer. Ce furent des années de dérive. « Un véritable régime de terreur s'instaura. L'arbitraire régnait en maître et il était impossible de tenter d'y opposer la moindre résistance » (p. 415). Socialement et économiquement, le peuple zaïrois s'enfonça dans la misère, le principe de base étant : « Débrouillez-vous ! ». En espérant sauver sa mise, le Président s'engagea dans un processus de démocratisation, qui aboutit à la constitution de deux pôles, présidentiel d'un côté, autour de l'UDPS de Tshisekedi, de l'autre. Une conférence nationale fut organisée, qui visait à assurer le passage d'une deuxième à une troisième république. Elle se transforma en « Grand Chapardage » (p.429), la population se joignant à la soldatesque pour s'adonner à l'activité favorite des politiciens, le pillage de tout ce qui avait un peu de valeur. Elle aboutit néanmoins, après de nombreuses péripéties, à l'élection d'une assemblée véritablement souveraine et démocratique. Elle désigna Tshisekedi comme Premier ministre. « L'élan démocratique ne semblait plus devoir s'interrompre. Pourtant, c'est ce qui arriva » (p. 435). La transition fut catastrophique et l'opposition, au pouvoir à présent, ne brilla pas par son efficacité, que du contraire.

Les maux de la deuxième république ne firent que s'aggraver sous la troisième. Le pays ne cessa de se décomposer toujours davantage. Les tensions ethniques s'avivèrent, posant les jalons du cauchemar encore à venir. D'autant qu'aux frontières se jouait un des grands drames du vingtième siècle, le génocide rwandais, qui créa une zone de conflit et d'instabilité permanents au cœur même du pays. Pour réduire la menace que constituaient les camps de réfugiés et la domination qu'y exerçaient les milices hutus qu'il venait de chasser du pouvoir à Kigali, Paul Kagame, le nouveau président rwandais, passa à l'action armée, sous couvert de Tutsis zaïrois discriminés et d'autres rebelles, comme Laurent-Désiré Kabila, dont l'opposition au régime de Mobutu s'apparentait plutôt à de l'activité mafieuse et criminelle. Kagame ne voulait rien moins que le départ de Mobutu, outre, la purge des camps frontaliers. Il aida à la fondation de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL), qui, forte du soutien de la population et des États-

Unis, entreprit de conquérir, une à une, toutes les villes, pour finalement enlever Kinshasa, le 17 mai 1997. Ce jour-là, « Kabila s'autoproclama nouveau chef d'État d'un nouveau pays, la République démocratique du Congo » (p. 461).

C'est sans doute le plus grand conflit oublié du monde que cette Grande guerre africaine, qui martyrise l'Afrique centrale entre 1997 et 2002, et dont les soubresauts se poursuivent sans discontinuer jusqu'aujourd'hui. Monstruosité en continu, dont les mutilations, les viols, les rapt, les assassinats sauvages, les pillages, les mises en coupe réglée et les abus les plus épouvantables sont le lot quotidien. Le récit d'une guerre n'a pas grand intérêt, sinon faire ressortir le martyr d'une population. Et peut-être aussi, à un niveau politique et économique, de pointer du doigt ceux qui en sont les instigateurs, les profiteurs et les victimes. La Grande guerre africaine, c'est une suite ininterrompue d'horreurs, où les victimes se transforment souvent en bourreaux, à l'image des enfants soldats qui prennent (ou sont forcés de prendre) les armes et violentent après avoir vu les leurs être massacrés. C'est le spectacle d'une humanité déshumanisée, d'un monde tellement déstructuré que la seule loi qui prévaut est celle de la force brute. Un monde sans pitié, parce qu'on ne sait même plus quel est le sens de ce mot.

Et pendant ce temps, à Kinshasa, « au lieu de se transformer en une démocratie, le régime de Kabila revint à un régime autoritaire, où tout tournait autour de la personne de Kabila » (p. 466). L'État resta en même temps d'une faiblesse insigne, sans politique, sans appareil, sans projet. Pour ne pas s'aliéner ses principaux soutiens rwandais et ougandais, Kabila se mit à dos la communauté internationale. Puis, il tourna le dos à ses parrains, parce que la haine des Tutsis s'était emparée de toute la population congolaise : « Chaque Tutsi était considéré comme un Rwandais et chaque Rwandais comme l'occupant » (p. 470). Chassés, ceux-ci repartirent vers Kigali pour mieux revenir. La guerre connut trois phases. « Durant chacune de ces phases, le conflit a été marqué par les séquelles du génocide rwandais, la faiblesse de l'État congolais, la vitalité militaire du nouveau Rwanda, la surpopulation de la région autour des Grands Lacs, la perméabilité des vieilles frontières coloniales, l'accentuation des tensions ethniques due à la pauvreté, la présence de richesses naturelles, la militarisation de l'économie informelle, la demande mondiale de matières premières minérales, la demande locale d'armes, l'impuissance des Nations Unies et encore quelques autres aspects » (p. 473).

Laurent-Désiré Kabila fut assassiné en 2001 et son fils, Joseph, fut installé à la hâte sur le trône. On le pensait marionnette, il s'avéra plus consistant que prévu. En décembre 2002, un accord de paix fut signé, qui impliquait le retrait du Rwanda et de l'Ouganda, mais engageait aussi tous les acteurs nationaux, y compris les criminels de guerre. L'accord

était historique, il ouvrait à nouveau la fenêtre de l'espoir. La communauté internationale lui apporta son soutien et la Monuc, la force onusienne de maintien de la paix déployée au Congo, fut renforcée au point de devenir la plus importante opération de l'histoire des Nations-Unies. Ce retour au calme ne signifia pas pour autant le changement de la culture politique, les nouveaux détenteurs du pouvoir s'arrogeant des privilèges dignes de l'ancien régime mobutiste. En outre, l'est du pays resta une zone de troubles, plus restreinte mais sans amoindrissement des souffrances. Quant à la population, elle n'eut souvent pour alternative que le refuge dans la bière ou la prière. Le marché de la première est florissant, l'une des rares terres d'investissement juteux, en dehors des ressources naturelles. Le marché de la seconde ne l'est pas moins, parce qu'il offre des repères, des échappatoires, un semblant d'ordre et de sens, un espace et une communauté où se retrouver et faire quelque chose de sa vie.

Des élections libres furent organisées en 2006, sous l'égide de la Monuc et d'une commission électorale indépendante, qui fit un travail remarquable. Leurs résultats ne permirent toutefois pas de clarifier la situation politique. Le pouvoir réel s'exerce dans l'entourage très proche du président, indépendamment des institutions démocratiques du pays. En termes d'économie, « on observe un léger progrès, mais de telles tendances ne sont en rien révélatrices de la vie de l'homme ordinaire » (p. 546). Et celle-ci est bien peu florissante, le Congo appartenant au groupe des dix pays les moins développés du monde. Dans ce contexte, la Chine a fait son apparition, avec ses entreprises publiques aux moyens quasiment illimités : routes, téléphonie, numérique, banque, chemins de fer. Mais aussi commerce, avec la levée des taxes à l'importation et à l'exportation. « En réalité, il s'agissait d'un troc : des minerais contre des infrastructures » (p. 565). Il est difficile de savoir si le marché est équitable, mais il est sûr que « la Chine a commencé à s'engager de façon structurelle et durable en Afrique, et cette présence va changer la face du monde durant le siècle à venir » (p. 567).

Note

1. Ce livre est remarquable à plus d'un égard : il propose une histoire originale, informée et engagée de cet immense pays d'Afrique, des prémices de la colonisation belge à aujourd'hui ; il le fait dans un style qui le rend accessible à un public plus large que celui des seuls spécialistes ; il mêle étroitement documents, entretiens, observations personnelles, enquêtes anthropologiques et journalistiques, littérature scientifique. On en conseille vivement la lecture.